

# MDMG

SAHEL

Insider Revelations on Russian Influence in Africa

## THE PROPAGANDA MACHINE

Le Dossier de la semaine

**Le chiffre  
DE LA SEMAINE**

**7,3 millions  
de dollars**

C'est le budget consacré par la "Compagnie", le réseau d'influence russe piloté par le SVR, à ses opérations en Afrique entre janvier et octobre 2024, soit 750 000 dollars par mois. Pour ce montant, Moscou a financé plus de 700 articles de propagande dans des médias ouest-africains, noyauté des organisations de la société civile, orchestré des conférences de jeunesse à Bamako et à Niamey, et posé les premiers jalons d'une présence stratégique au Togo. Rapporté au coût d'un article acheté à un journaliste sahélien, entre 250 et 700 dollars, soit l'équivalent d'un mois de salaire, ce chiffre dit moins la puissance de Moscou que la profondeur de la précarité dans laquelle survivent les médias indépendants de la région. **C'est dans cet écart-là que prospère la désinformation.**

### Propagande Machine : comment Moscou retourne la société civile sahélienne

*Is ne s'appellent pas Wagner. Ils opèrent sous le nom de "la Compagnie", sont pilotés par le SVR, le service de renseignement extérieur russe, et leur terrain de chasse, c'est la société civile sahélienne : journalistes sous-payés, ONG noyauté, conférences de jeunesse manipulées. L'enquête de Forbidden Stories et The Continent en livre la mécanique interne.*

Le 26 juillet 2023, quelques heures à peine après que le général Tiani eut renversé Mohamed Bazoum, les rues de Niamey résonnaient de slogans pro-russes. "Vive Poutine", "À bas la France" : la spontanéité affichée de ces foules mérite aujourd'hui d'être réexaminée. Une fuite de données de 1 431 pages, transmise anonymement à la rédactrice en chef du média panafricain The Continent, puis analysée par un consortium réunissant Forbidden Stories, All Eyes On Wagner/INPACT, Dossier Center, openDemocracy et iStories, permet de reconstituer la mécanique d'un réseau d'influence russe opérant selon un plan stratégique formalisé, patient, orienté vers un objectif précis : faire du Sahel le cœur d'une "ceinture anti-occidentale de la Guinée au Soudan".

бюджет проекта: "Запад ("Магадан")

№	Издание	Тематика	Цена за ед.	Кол-во	Сумма, USD
108	Сайт:	Африка	500	1	500
109	Сайт:	Африка	600	1	600
110		Африка	150	1	150
111	Сайт:	Африка	550	1	550
112	Сайт:	Африка	650	1	650
113	Сайт:	Африка	550	1	550
114	Сайт:	Африка	600	1	600
115	Сайт:	Африка	250	1	250
116	Сайт:	Африка	250	1	250
117	Сайт:	Африка	650	1	650
118	Сайт:	Африка	350	1	350
119	Сайт:	Африка	750	1	750
120	Сайт:	Африка	250	1	250
121	Сайт:	Африка	250	1	250
122	Сайт:	Африка	750	1	750
123	Сайт:	Африка	650	1	650
124	Сайт:	Африка	600	1	600
125	Сайт:	Африка	500	1	500
126	Сайт:	Африка	250	1	250
127	Сайт:	Африка	250	1	250
128	Сайт:	Африка	600	1	600
129	Сайт:	Африка	650	1	650
130	Сайт:	Африка	650	1	650
131	Сайт:	Буркина-Фасо	250	1	250
132	Сайт:	Буркина-Фасо	250	1	250
133	Сайт:	Буркина-Фасо	550	1	550
134	Сайт:	Буркина-Фасо	250	1	250

**"Le budget consacré aux opérations d'influence s'élève à près de 7,3 millions de dollars entre janvier et octobre 2024, soit environ 750 000 dollars par mois."**

Le réseau se désigne lui-même sous le nom de "la Compagnie". Il appartient désormais à l'État russe. Après la mort d'Evgueni Prigojine en août 2023, le transfert de contrôle s'opère pleinement au profit du renseignement extérieur russe, le SVR, héritier du KGB pour les opérations étrangères, dès les mois qui suivent. La branche paramilitaire, elle, a été récupérée en parallèle par l'Africa Corps sous tutelle du ministère de la Défense et du GRU. Au Mali, le SVR est chargé de fournir à la Compagnie des renseignements sur les plans militaires et politiques de la France et des États-Unis au Sahel, tout en apportant un soutien diplomatique à la création d'une nouvelle union militaro-politique regroupant le Mali, le Burkina Faso, le Niger et la République de Guinée, ce qui deviendra l'AES. Pour les enquêteurs d'AEOU/INPACT, la création de l'AES représente sans doute le plus gros succès politique de ce dispositif, précisément parce que ces pays sont très instables et vulnérables, en proie aux attaques djihadistes et aux conflits communautaires.

## La propagande se négocie à 50 000 FCFA l'article

Ce qui distingue cette enquête de ses prédécesseurs sur l'influence russe en Afrique, c'est la granularité des révélations. On ne parle plus de narratifs vagues et de désinformation diffuse : on parle de factures, de tableaux comptables rédigés en cyrillique, de notes d'information ciblant des organisations nommément désignées. Le budget consacré aux opérations d'influence s'élève à près de 7,3 millions de dollars entre janvier et octobre 2024, soit environ 750 000 dollars par mois. Sur le terrain, plus de 700 articles ont été publiés entre juin et octobre 2024 dans des médias ouest-africains, en échange de paiements allant de 250 à 700 dollars, visant à promouvoir l'Alliance des États du Sahel, à soutenir les juntes ou à critiquer les sanctions internationales et la présence militaire occidentale. La propagande se négocie à 50 000 francs CFA l'article, soit l'équivalent d'un mois de salaire dans des rédactions exsangues. La technique est éprouvée.

À N'Djamena, en août 2024, deux hommes se présentant comme des "journalistes biélorusses" approchent Olivier Monodji, directeur du journal Le Pays. Quelques semaines plus tard, une "Maison russe" est inaugurée dans le quartier de Farcha. Les deux agents russophones sont filmés depuis un balcon voisin par des agents de l'ANSE, l'agence nationale de sécurité tchadienne, et arrêtés à peine la cérémonie terminée. Monodji passera quatre mois en détention avant d'obtenir un non-lieu. L'opération a achoppé sur la vigilance d'un service de renseignement ; ailleurs, elle continue de fonctionner.

## Le cas Maikoul Zodi

Au Niger, la structuration est plus avancée encore. African Initiative, qui se présente comme une agence de presse, agit en réalité comme levier d'influence dans les pays ciblés par la Russie et a donné naissance à des organisations locales aux noms évocateurs : "La Perspective Sahélienne", "AFRIN Records", ou encore "Ensemble Main dans la Main Niger-Russie", toutes chargées de porter une vision favorable de Moscou. Selon des sources d'AEOW/INPACT, les organisations de la société civile sont contactées par les autorités de leur pays pour une mise en relation avec un représentant d'African Initiative, qui se présente alors comme un prolongement de l'accord militaire signé entre la Russie et le pays hôte, et propose une rémunération en échange d'un travail de rayonnement. La coercition n'est souvent même pas nécessaire : la légitimation par l'État hôte suffit à ouvrir les portes.

Le cas le plus documenté de noyautage reste celui de "Tournons la Page" (TLP), réseau citoyen présent dans seize pays africains, engagé pour l'alternance démocratique. Son coordinateur nigérien, Maikoul Zodi, prend publiquement position contre le coup d'État dès le 28 juillet 2023. Ce positionnement classe aussitôt TLP-Niger dans la catégorie indésirable pour la Compagnie : une "note d'information" consacrée à l'organisation circule en interne dès août 2024, et un plan de travail de l'AES cite TLP parmi les "ONG pro-occidentales actives au Mali" qu'il conviendrait de "bloquer", notamment via une "loi sur les agents étrangers".



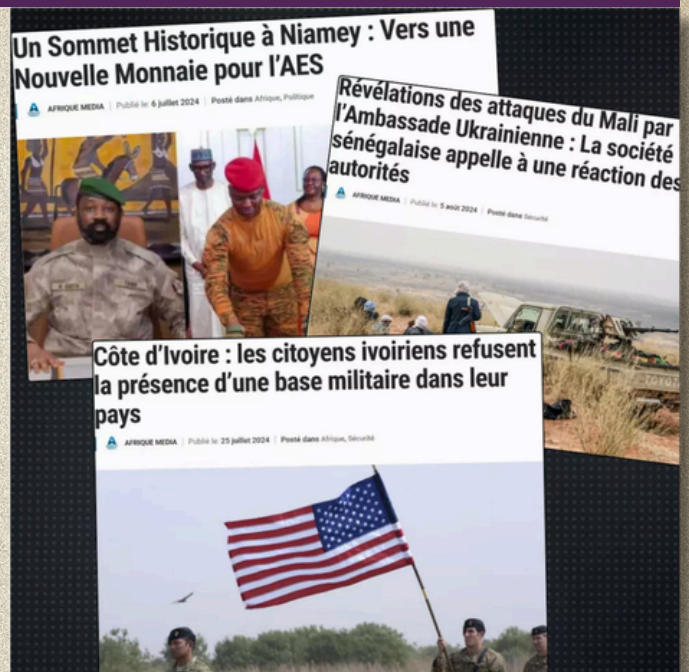
La loi n'a pas eu besoin d'être votée. Une semaine après le putsch, le même Maikoul Zodi se retrouve dans les travées du stade de Niamey pour soutenir les putschistes, invoquant l'embargo de la CEDEAO. En 2024, il défend publiquement un partenariat militaire avec Moscou. Des membres de TLP International témoignent de tentatives de rapprochement vers des cercles panafricanistes pro-russes et de propositions de financement ; Maikoul Zodi a depuis été suspendu par les instances dirigeantes de l'organisation.

La Compagnie ne s'arrête pas aux militants. Elle investit les mouvements de jeunesse avec une précision qui trahit sa lecture stratégique : les jeunesses africaines sont traitées non comme un public à convaincre, mais comme un levier à actionner, de préférence avant qu'elles ne consolident leurs propres références politiques. En septembre 2024, une "Conférence Internationale de la Jeunesse Africaine" est organisée à Bamako avec la participation du Sénégal, de la Guinée, du Tchad. Lors de la cérémonie de clôture, les organisateurs maliens tentent de faire signer aux délégués des déclarations soutenant l'adhésion de leurs pays respectifs à l'AES. Le délégué sénégalais refuse catégoriquement. Mais le narratif est déjà diffusé dans les médias d'État des pays de l'AES avant même que les délégués aient quitté Bamako.

Ce que la lecture croisée des documents de la Compagnie et des enquêtes d'AEOW/INPACT révèle, c'est la cohérence d'une vision construite sur le temps long. Le document stratégique intitulé "Confédération de l'indépendance" proposait de déplacer l'attention des pays occidentaux de l'Ukraine vers l'Afrique, de saper leur image de partenaires militaro-politiques fiables, et de perturber la logistique de l'US AFRICOM entre la Méditerranée et l'Afrique subsaharienne. Le tout, formalisé en août 2023, soit plusieurs semaines avant la proclamation officielle de l'AES. La "spontanéité souverainiste" des transitions militaires sahéliennes a donc été, au moins partiellement, anticipée, accompagnée et instrumentalisée depuis Moscou.

Les plans stratégiques désignent le Togo comme "pays prometteur pour entamer les travaux", dès 2023, aux côtés du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. En janvier 2025, le ministre togolais des Affaires étrangères déclarait que "ce qui unit le Togo aux pays de l'AES, c'est la même idéologie : l'Afrique d'abord". Quelques mois plus tard, Lomé signait un accord militaire avec la Russie, prévoyant la formation de militaires togolais par des instructeurs russes et l'accès de Moscou aux facilités portuaires du pays, soit un débouché sur le golfe de Guinée que les documents russes identifiaient comme une priorité logistique dès 2023. La séquence est lisible dans toute sa logique : les organisations comme African Initiative, Bureau Legint, GR Group et Rybar sont devenues les instruments principaux de projection narrative en Afrique, pendant que les juntes consolidaient le cadre politique et que la pression sur les États voisins s'exerçait par capillarité culturelle, médiatique et jeunesse interposées. Ce que l'enquête Propaganda Machine met au jour en priorité, c'est la vulnérabilité systémique de sociétés civiles sahéliennes sous-financées, isolées de leurs partenaires traditionnels, exposées à un adversaire qui a compris avant tout le monde que la bataille du Sahel se gagne dans les rédactions et les associations, bien avant les champs de tir.

98	Cair: Afrique media	Африка	
99	Cair: Afrique media	Африка	
103	Cair: Afrique Media	Африка	
104	Cair: Afrique Media	Африка	
250	<a href="https://afriquemedia.tv/2024/10/05/le-senegal-et-laes-une-collaboration-percue-par-les-senegalais/">https://afriquemedia.tv/2024/10/05/le-senegal-et-laes-une-collaboration-percue-par-les-senegalais/</a>		250
250	<a href="https://afriquemedia.tv/2024/10/05/innogal-and-the-alliance-of-sahel-states-are-how-the-senegalese-see-their-rol">https://afriquemedia.tv/2024/10/05/innogal-and-the-alliance-of-sahel-states-are-how-the-senegalese-see-their-rol</a>		250
500	<a href="https://bamada.net/le-le-karmano-sensibilise-ses-colloques-aux-activites-suspectes-de-lukraine-lors-de-son-tourne">https://bamada.net/le-le-karmano-sensibilise-ses-colloques-aux-activites-suspectes-de-lukraine-lors-de-son-tourne</a>		500
450	<a href="https://www.maliweb.net/contributions/senegal-et-laes-un-modele-de-cooperation-integre-selon-les-senegalais-308">https://www.maliweb.net/contributions/senegal-et-laes-un-modele-de-cooperation-integre-selon-les-senegalais-308</a>		450
	Cair: Afrique media	Африка	250
	Cair: Afrique media	Африка	250
	Cair: Afrique media	Африка	500
	Cair: Bamada	Африка	500
	Cair: Bamada	Африка	





## **Mali : le carburant augmente, le JNIM en partie responsable**

Depuis ce vendredi 27 mars 2026, le prix du carburant a augmenté au Mali. À la pompe, **le litre d'essence est désormais vendu à 875 francs CFA, celui du gasoil à 943 francs CFA, contre respectivement 775 et 725 francs CFA depuis mars 2025, soit une hausse de 100 francs CFA sur l'essence et de 218 francs CFA sur le gasoil.** L'annonce a été faite jeudi soir sur la télévision d'État.

Derrière cette hausse officielle, une équation à deux inconnues. La première est intérieure : depuis septembre 2025, le JNIM, branche sahélienne d'Al-Qaïda, avait transformé le carburant en arme de guerre en ciblant systématiquement les convois de camions-citernes acheminant les hydrocarbures depuis Dakar et Abidjan, provoquant des files d'attente interminables à Bamako, des coupures d'électricité pouvant atteindre vingt heures par jour et une flambée des prix jusqu'à 2 000 francs CFA le litre à Mopti contre 700 en temps normal. Pour briser ce siège, la junte d'Assimi Goïta, qui avait publiquement exclu tout dialogue avec les groupes armés, a libéré aux alentours du 24 mars plus d'une centaine de détenus présumés jihadistes en échange d'une trêve sur les convois, selon des sources sécuritaires et des élus locaux cités par l'AFP.

La seconde inconnue est planétaire : la fermeture quasi totale du détroit d'Ormuz depuis fin février, consécutive aux frappes israélo-américaines sur l'Iran, a poussé le Brent au-delà de 119 dollars le baril, renchérissant durablement le coût des importations pour un pays enclavé entièrement dépendant des hydrocarbures raffinés acheminés par voie terrestre. Le retour des convois ne suffira pas à effacer la facture.

**La junte nigérienne instaure des groupes d'auto-défense :** Au Niger, près de trois ans après sa prise du pouvoir, la junte du général Tiani vient de s'engager, officiellement, sur la voie de la milicisation de la lutte contre les groupes armés. Cette décision, prise lors du conseil des ministres du 27 mars 2026, s'inscrit dans le cadre de la mobilisation générale décrétée récemment ; elle participe également à la mise en œuvre de l'une des recommandations phares des Assises nationales tenues l'an dernier à Niamey.

Selon le compte-rendu du conseil des ministres, le gouvernement de la junte a adopté un projet d'ordonnance instituant des organisations territoriales d'auto-défense. Ces organisations, dénommées "**Domol Leydi**", qui signifie en langue peulhe "boucliers de la Nation", sont prévues pour être des "auxiliaires des forces de défense et de sécurité". Elles seront constituées de "personnes physiques engagées volontairement pour contribuer à la défense de la patrie". À l'instar des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), qui sont à la pointe de la lutte contre les groupes armés au Burkina Faso, les Domol Leydi du Niger seront chargées de "missions de sensibilisation, de renseignement et d'auto-défense de leurs terroirs respectifs". Le compte-rendu du conseil des ministres précise que leurs personnels seront "choisis parmi les anciens agents des FDS ressortissants des terroirs concernés ou parmi les habitants de ces terroirs". Sur le plan administratif, les Domol Leydi seront placées sous l'autorité hiérarchique et opérationnelle du commandant de la commission de la mobilisation générale de la réserve militaire, structure prévue par l'ordonnance du 26 décembre 2025 relative à la mobilisation générale. Les personnels engagés disposeront "d'armements et d'équipements dont la gestion sera assurée par l'État" et bénéficieront "des avantages sociaux et pécuniaires déterminés par voie réglementaire".

Ce que l'ordonnance du 27 mars officialise, le terrain le vivait déjà dans le sang depuis des mois. Le 26 février 2026, l'EIGS attaquait les positions de la milice armée de l'Anzourou, dans la région de Tillabéri, tuant 26 miliciens dans quatre villages : Doukou Makani, Doukou Djindé, Doukou Koira-Tegui et Doukou Saraou. Ces hommes n'avaient pas été armés par décret ; ils avaient pris les armes parce que l'État et l'armée les avaient abandonnés, de manière manifeste et récurrente. Quelques mois plus tôt, en juillet 2025, dans le département de Banibangou, un groupe d'auto-défense opérant dans la zone de Moriban avait, après la perte de deux des siens face à l'EIGS, exécuté 12 éleveurs en représailles, puis arrêté un véhicule de transport sur le marché de Mangaizé et isolé les passagers par ethnicité, avant d'en exécuter 22, tous peulhs et touaregs. Cette seule séquence résume ce que la milicisation produit : un glissement du conflit sécuritaire vers le conflit communautaire, avec pour carburant la vengeance et pour marqueur l'appartenance ethnique. Depuis le début de l'année 2025, plus de 480 civils ont été tués par l'EIGS dans le seul département de Tillabéri, avec un pic de 201 morts en juin, notamment dans les cantons de Kokourou, l'Anzourou, Ayorou, Ouallam, Fillingué et Toukounouss. La plupart de ces massacres ont été déclenchés en représailles directes d'actes commis par des milices locales.



COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRES DU VENDREDI 27 MARS 2026

**I. AU TITRE DU MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE**

Le Conseil des Ministres a adopté le **projet d'ordonnance instituant des organisations territoriales d'autodéfense dénommées «DOMOL LEYDI»**.

Le présent projet d'ordonnance s'inscrit dans le cadre de l'organisation et de la préparation de la mobilisation Générale régie par l'ordonnance n° 2025-42 du 26 décembre 2025.

Aux termes de cette ordonnance, la mobilisation générale est un ensemble de mesures à prendre afin de garantir avec efficacité et efficience le passage des Forces de Défense et de Sécurité, des Institutions de la République, des autres organismes de l'Etat, des structures socio-professionnelles ainsi que toutes les composantes de l'économie nationale, de l'état de paix à l'état de guerre et l'affectation des ressources humaines, matérielles et financières nationales à la défense de la Patrie.

En application de ces dispositions, il est institué par la présente ordonnance, des organisations territoriales d'auto-défense dénommées « **DOMOL LEYDI** », auxiliaires des Forces de Défense et de Sécurité, constituées de personnes physiques engagées



## La junte nigérienne instaure des groupes d'auto-défense

À travers cette ordonnance, la junte nigérienne franchit donc un nouveau cap dans la milicisation de la lutte contre les groupes armés, déjà à l'œuvre dans certaines régions du pays, notamment à Tillabéri, Tahoua et Diffa, où les autorités avaient laissé prospérer des initiatives de constitution de milices communautaires d'auto-défense. La décision adoptée par le conseil des ministres engage désormais l'État à prendre sous sa responsabilité la création de milices d'auto-défense, sur le modèle burkinabè. C'est une décision grave, révélatrice, à plusieurs égards, de l'aveuglement dont fait preuve la junte nigérienne.

Le modèle burkinabè, précisément, mérite qu'on s'y arrête. Selon les données d'ACLED reprises par Human Rights Watch, l'armée burkinabè et les VDP ont tué au moins un millier de civils entre janvier et juillet 2024 lors d'opérations de lutte contre le terrorisme. En mars 2025, lors de l'opération "Tourbillon Vert 2", des miliciens VDP ont massacré plus de 130 civils peulhs dans la région de la Boucle du Mouhoun, autour de Solenzo, dans le cadre d'une campagne planifiée par les forces spéciales burkinabè. International Crisis Group notait dès 2024 que le recrutement des VDP s'était largement fait au détriment des communautés peulhes, souvent suspectées de collaborer avec les djihadistes, et que des VDP profitaient de leur pouvoir pour solder des comptes locaux, souvent d'ordre foncier. Insuffisamment formés, insuffisamment encadrés, ces supplétifs civils ont alimenté un cycle de vengeance par groupes armés interposés, poussant des populations entières à se rapprocher, par désespoir ou par survie, des groupes qu'ils étaient censés combattre.

Le Niger, en s'engageant dans cette voie, ne pourra pas éviter les dérives observées ailleurs. La question du nom retenu pour ces nouvelles milices mérite d'être posée sans détour. "Domol Leydi" est un syntagme peulh. Dans un contexte où le ciblage ethnique des Peulhs par des groupes d'auto-défense est documenté dans plusieurs zones nigériennes, comme au Burkina Faso, baptiser d'un nom peulh des milices armées destinées à opérer dans ces mêmes zones relève au mieux d'une maladresse politique considérable, au pire d'un calcul dont les conséquences pourraient être dévastatrices pour la cohésion intercommunautaire. Sur le terrain, le risque d'un tel ciblage n'a pas pu être évité dans la plupart des zones où des milices d'auto-défense sont déjà actives ; et rien ne permet de croire que la prise en main par l'État de ces milices puisse constituer une garantie suffisante pour le mitiger.

La junte nigérienne, en prenant cette décision, ne semble pas en mesurer toutes les conséquences ; elle fait preuve d'un amateurisme dangereux. Avec une telle décision, il sera difficile pour elle, qui a fait le pari de vaincre rapidement les groupes armés, de convaincre désormais que des militaires au pouvoir peuvent être plus efficaces que des civils dans la gestion de la crise sécuritaire. Cette décision constitue en soi un aveu d'échec pour le général Tiani qui, quelques jours à peine avant le conseil des ministres du 27 mars, affirmait encore que son gouvernement avait réussi à stabiliser la situation sécuritaire.

La création des Domol Leydi, qui consiste à transférer à des civils une responsabilité qui incombe d'abord aux forces de défense et de sécurité, est la preuve éloquente de la faillite d'une hiérarchie militaire désormais encline à sous-traiter sa propre mission : aux mercenaires étrangers pour les opérations lourdes, aux escouades de partisans civils pour le terrain abandonné.



L'histoire récente du continent offre pourtant un avertissement d'une clarté absolue que la junte semble n'avoir pas lu. Au Soudan, les Forces de soutien rapide (FSR) ont suivi exactement cette trajectoire : tolérées d'abord comme supplétifs contre les rébellions du Darfour, progressivement armées et financées par l'État, institutionnalisées ensuite sous la présidence d'Omar el-Béchir comme force paramilitaire officielle. En avril 2023, ces mêmes FSR se retournaient contre l'armée régulière, déclenchant une guerre civile qui a fait des dizaines de milliers de morts, plus de douze millions de déplacés et transformé le Soudan en l'une des pires catastrophes humanitaires de la décennie. Les Domol Leydi ne sont pas les FSR, et le Niger de 2026 n'est pas le Soudan de 2023 ; mais entre la milice tolérée, la milice armée par décret et la milice qui échappe à celui qui l'a créée, il n'y a souvent que le temps qui passe et les erreurs qui s'accumulent.

## Burkina Faso : Traoré constitutionnalise la "Révolution", les partis exclus du législatif

Le 27 mars 2026, l'Assemblée législative de transition du Burkina Faso a adopté à l'unanimité, 70 voix pour, zéro contre, zéro abstention, la Charte de la Révolution progressiste populaire, se substituant à la Charte de la Transition d'octobre 2022. Le texte consacre plusieurs ruptures institutionnelles majeures : l'Assemblée législative de transition devient l'Assemblée législative du peuple, la Révolution progressiste populaire est inscrite dans l'architecture institutionnelle, et les partis politiques sont supprimés de la représentation législative, leurs sièges redistribués entre les autres composantes de la nation. Surtout, le capitaine Ibrahim Traoré se rend désormais éligible aux prochaines élections qui marqueront, selon ses propres termes, la fin de la Révolution. Il sera donc à la fois l'arbitre du calendrier et candidat à sa propre succession.

Le moment choisi pour cette réforme mérite d'être lu avec attention. Le Burkina Faso reste l'un des pays les plus meurtris du Sahel : selon les données d'ACLED, plus de 26 000 morts depuis le début du conflit, un tiers du territoire hors contrôle de l'État, des massacres de civils documentés par Human Rights Watch impliquant l'armée et les VDP. Pendant que les institutions se rebaptisent et que la Révolution s'inscrit dans les textes, les groupes armés islamistes continuent de tenir des pans entiers du nord et de l'est du pays. Prendre le soin de constitutionnaliser son maintien au pouvoir dans ce contexte dit quelque chose sur les priorités réelles du capitaine Traoré : **la pérennisation du régime passe avant la sécurisation du territoire, quoi qu'en disent les discours souverainistes.**